

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Budget 2023

Cap sur l'amélioration des performances agricoles

Le budget 2023 a été voté le 1er décembre 2022 par l'Assemblée nationale. Il devrait permettre de poursuivre l'ambitieux programme de développement du gouvernement dans tous ... • (Page 04)

Coupe du monde de football

Le mondial relance l'économie du Qatar

Une compétition prestigieuse qui attire l'intérêt des grands comptes et des petites marques, lesquels rivalisent d'offres et de services pour se faire de belles marges ... • (Page 09)

Bénin Showbiz Awards, 5^e édition

• (Page 03)

133^{ème} session ordinaire de la BOAD

Moov Africa, distingué "Leader des opérateurs mobiles"

De nouveaux engagements en faveur des pays de l'Uemoa

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni en présentiel ... • (Page 11)

Conférence des Chefs d'Etat

Mohamed Bazoum, nouveau Président en exercice de l'Uemoa

Au sein de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union économique ... • (Page 02)

Réformes de l'OMC

« Nous devons passer de la réflexion à l'action », martèle la DG Okonjo-Iweala

Peu de temps après la 12^{ème} Conférence ministérielle (CM 12), la patronne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) appelle les différentes parties à tenir les ... • (Page 03)

Pensions

Maintenir la dynamique des réformes pour renforcer les systèmes de retraite

L'incertitude financière et économique actuelle, ainsi que la hausse du coût de la vie, pourraient amener les ... • (Page 04)



Fin de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) 2022

• (Page 10)

Des engagements pour la souveraineté financière africaine



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Conférence des Chefs d'Etat

Mohamed Bazoum, nouveau Président en exercice de l'Uemoa

Au sein de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), l'alternance suit son cours. En session à Abidjan le 05 décembre 2022, les dirigeants de l'Union ont désigné le Président nigérien, Mohamed Bazoum pour assurer la présidence de l'organe pour les 12 prochains mois.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Après Patrice Talon qui a été désigné à la tête de l'Uemoa, fin mars 2022 sans "véritablement" siéger, c'est au tour du Président nigérien, Mohamed Bazoum de prendre les rênes de l'organe suprême de l'Union. Ainsi en ont décidé, lundi 05 novembre 2022, les Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Abidjan. Pour cette désignation qui intervient dans un contexte d'avancée du terrorisme en dépit des moyens mis en œuvre çà et là, le nouveau n°1 de l'Union aura la lourde tâche non seulement de fédérer les forces pour contrer ce phénomène qui noie les acquis socio-économiques de longues années, mais aussi identifier des partenaires à même d'aider à trouver une réponse significative dans cette lutte. Bien qu'il ne soit pas en odeur de sainteté avec tous les dirigeants de tous les pays de l'Union, le président nigérien qui, au moment de sa désignation,



• Mohamed Bazoum, Président en exercice de l'Uemoa

se trouve à Paris dans le cadre de la table ronde sur le financement du plan de développement social et économique du Niger, se doit d'être fédérateur, pour le bonheur de la sous-région. Il faut noter que cette 23ème session de l'institution a été présidée par le Président ivoirien Alassane Ouattara, en présence notamment des Présidents Macky Sall du Sénégal, Umaro Sissoco Embaló de Guinée Bissau, et du Président de la Commission de l'Uemoa Abdoulaye Diop qui ont pris part aux travaux.

Organe suprême, la Confé-

rence définit les grandes orientations de la politique de l'Union. Elle se réunit au moins une fois l'an, en session ordinaire. La Conférence nomme les Présidents et les membres des Organes et Institutions de l'Union.

Outre la désignation du nouveau Président de l'Union, cette 23ème session ordinaire a été l'occasion pour le président du Conseil des ministres de l'Union, Sani Yaya de revenir, dans son discours, sur les mesures mises en œuvre par les Etats membres de l'Uemoa, pour contenir les pressions inflationnistes et préserver le pouvoir d'achat des populations. Expliquant que le taux d'inflation est estimé à 7,5% en 2022 contre 3,6% en 2021, en raison des tensions sur les prix des produits alimentaires et pétroliers et sur les postes des fonctions logement et transport, il a indiqué qu'« au cours de l'année 2022, l'activité économique est restée soutenue, en dépit d'une conjoncture internationale morose et d'un environnement sociopolitique et sécuritaire interne fragile. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union est estimé à 5,7% en 2022, après 6,1% en 2021 ». En matière de politique commune relative à la paix et à la sécurité, il est à préciser qu'un projet d'Informatisation et d'Interconnexion des Postes de Police Frontalières d'un coût de 10 milliards FCFA et d'une durée de 5 ans, a été adopté par la septième réunion ministérielle sur la sécurité dans l'espace UEMOA en novembre dernier.



AUX DECIDEURS...

Africain, malheur de lui-même !

En 1986, l'essayiste et historien français d'origine malienne Tidiane Diakité publiait : L'Afrique malade d'elle-même. 24 ans plus tôt en 1962, l'agronome français, René Dumont connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste publiait : L'Afrique noire est mal partie. Les deux titres si proches par la sémantique abordent pratiquement la même thématique et aboutissent au même réquisitoire. Les deux auteurs décrivent méthodiquement les handicaps du continent africain, les problèmes de corruption, les conséquences de la décolonisation. René Dumont dresse un constat peu encourageant de l'Afrique sub-saharienne qu'il parcourt et observe. Dans un contexte de décolonisation optimiste, sa voix de théoricien mais aussi d'homme de terrain s'élève à contre-courant des discours et des pratiques des élites issues des indépendances, pour sommer les Africains de reprendre en main leur agriculture en parvenant notamment à établir une culture vivrière locale - et à éradiquer ainsi la faim. L'Afrique noire est mal partie demeure une référence dans les débats sur la suffisance alimentaire en Afrique sub-saharienne. Charlotte Paquet Dumont replace l'œuvre dans son contexte tandis qu'Abdou Diouf et Jean Ziegler, dans les deux préfaces à cette édition, examinent l'analyse de René Dumont dans l'évolution de cinq décennies.

Tidiane Diakité dans L'Afrique malade d'elle-même abonde dans le même esprit en dénonçant les flatteries des pays plus avancés qui ignorent ou feignent d'ignorer certaines réalités. La France à qui un si long commerce de l'Afrique noire aurait dû permettre d'être au fait de certaines réalités intimes du continent africain se complaît dans une attitude qu'on ne peut guère qualifier d'attitude de vérité à l'égard de l'Afrique. Cette attitude se résume par des flatteries continues ; on parle alors de sérieux dans des pays où il existe tout sauf le sérieux ; on parle de progrès là où le déclin est manifeste ; on qualifie de courageux un peuple qui consacre le plus clair de son temps à danser, à boire et à mendier.

Aujourd'hui encore, en plein 21ème siècle, c'est l'ex DG de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) du Burkina Faso qui revient sur la même réalité en dénonçant la mentalité rétrograde des Africains. « Le plus grand défi dans nos entreprises de fabrication n'est pas la puissance ou l'infrastructure, le plus grand défi est d'obtenir un personnel honnête », raconte le banquier. Il comprend aujourd'hui pourquoi les entreprises africaines comme le groupe Dangote embauchent les Indiens alors qu'il y a beaucoup d'Africains au chômage. En fait, l'Africain d'aujourd'hui n'est pas prêt à s'affranchir des idées qui le retardent. En effet dans une entreprise, tous les agents semblent avoir pour mission de voler autant que possible, de gonfler des factures, enregistrant moins que le nombre réel d'unités produites.

Le pire dans tout cela, c'est que toutes les fraudes ne sont pas commises par une seule personne. Ce sont généralement de nombreux membres du personnel qui s'entendent les uns avec les autres, de la production aux ventes, en passant par les finances, même la direction. Il y a de quoi faire changer d'avis à ceux qui faisaient de procès au groupe Dangoté. La situation est devenue si mauvaise à un moment donné que pour ces derniers, les principaux critères pour embaucher du personnel n'étaient plus la compétence ou les certificats, mais l'honnêteté. Au moins, les compétences et les aptitudes peuvent être acquises, mais une fois que vous êtes malhonnête, vous êtes irrécupérable. Nous nous plaignons toujours de l'économie et du fait qu'il n'y a pas d'emplois. Je connais des gens à l'étranger qui auraient adoré créer des entreprises créatrices d'emplois en Afrique, mais ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas demander à une personne de confiance de la diriger. Les regrets de Karim Koné.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Afrique : L'UE annonce une enveloppe de 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité

L'Union européenne (UE) a pris l'engagement de débloquer 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité dans le monde, notamment en Afrique, selon un communiqué parvenu à la presse ce weekend. Selon la même source, l'organisation a soutenu que cet engagement financier entre dans le cadre de son action sur la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada.

Bénin Showbiz Awards, 5^e édition

Moov Africa, distingué "Leader des opérateurs mobiles du Bénin"

Le samedi 03 décembre 2022 a eu lieu à Cotonou, la cinquième édition des Bénin Showbiz Awards (BSA). Sponsor officiel de la 5^e édition du Bénin Showbiz Awards, le plus grand rendez-vous de célébration des talents artistiques de l'année, Moov Africa a été distingué pour son dévouement aux côtés du showbiz au Bénin.

● Bidossessi WANOU

« Avant de lui remettre le prix, vous qui avez effectué le déplacement et qui êtes dans la salle, donnez-lui déjà le prix en l'applaudissant très fort ». Ce sont là les propos de Richard Flash, artiste compositeur, chanteur invité à remettre au réseau de téléphonie mobile Moov Africa, la distinction de mérite au DG Moov Africa pour son soutien aux artistes béninois. Unanimement, le parterre d'artistes présent a salué et reconnu les mérites de l'opérateur GSM qui se tient depuis des années à leurs côtés. Pour Moov Africa, il n'y a pas que le profit qui compte mais pouvoir soutenir le développement du Bénin et surtout l'ambition du gouvernement de révéler le Bénin à tout point de vue demeure en point de mire. A l'occasion, le Directeur Marketing et Communication-Moov Africa, Mostafa El Houti a rendu témoignage au promoteur des BSA et dit le caractère sérieux de cette organisation,



ce qui motive l'accompagnement de Moov Africa. « Moov Africa le mérite. Durant les années écoulées et surtout cette année, beaucoup de choses ont été faites et vous les acteurs culturels ici, vous pouvez en témoigner », a poursuivi Mostafa El Houti. Promoteur et Commissaire général des BSA, Ousmane AMOULÉ OWONIKOKO, « le Bénin a une culture riche. On n'a de leçons à recevoir de qui que ce soit. Il faut juste que les responsables en charge de la culture et les fans

soutiennent nos artistes ». Il a salué l'appui constant de Moov Africa qui depuis des années soutient les BSA. Le Réseau GSM demeure engagé dans cette dynamique qu'il a réitérée en promettant de continuer par accompagner les BSA. « Je suis très honoré d'être ici ce soir. L'année dernière, Moov Africa avait promis d'accompagner encore les BSA cette année avec plus d'efforts. Je suis très heureux d'avoir honoré cette parole. On sera également au rendez-vous les années à venir. Même si les gens ne viennent pas, nous on sera là ». Selon Mostafa El Houti, le DG Moov

n'est pas amateur de prix mais ceci est le fruit d'un mérite en raison des nombreux efforts qu'il a fournis depuis sa nomination à la tête de la filiale du Bénin. « On était très sensible à venir retirer ce prix. Mais étant donné que ce sont des jeunes qui font énormément d'efforts pour la culture, Moov Africa a décidé de venir les honorer. Ce qu'ils font mérite qu'on soit tous là », a confié le DCM/Moov. Rendant témoignage au DG/Moov Africa lauréat, « c'est quelqu'un de très investi, très impliqué dans ce qu'il fait. Il a cette capacité à nous pousser, à nous motiver au travail. Les résultats sont là. Moov Africa se positionne aujourd'hui très bien. On essaie de réinvestir également dans beaucoup de domaines », a expliqué le collaborateur du DG/Moov Africa. Et ce sera également le cas avec de géants concerts en vue les 10 et 11 décembre 2022 et qui seront animés par des artistes de renom au Bénin et des guests Stars venues également

d'ailleurs. Durant cette 5^e édition des BSA, plusieurs artistes ont été distingués dans diverses catégories. Ils ont reçu en plus des tro-

phées BSA, divers gadgets et kits Moov que l'opérateur GSM a gracieusement mis à la disposition du comité d'organisation.



Réformes de l'OMC pour une agriculture durable

« Nous devons passer de la réflexion à l'action », martèle la DG Okonjo-Iweala

Peu de temps après la 12^{ème} Conférence ministérielle (CM 12), la patronne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) appelle les différentes parties à tenir les engagements pris.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Face aux défis liés aux négociations multilatérales, à la discipline des subventions à la pêche et les négociations sur l'agriculture, l'OMC, par la voie de sa Directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala, appelle à la proactivité. Dans son rapport à l'issue de la réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) tenue le 30 novembre 2022, la patronne de l'OMC n'a pas manqué d'attirer l'attention des membres du Comité, sur l'importance d'aller de l'avant dans le cadre du programme que les Ministres ont établi à l'occasion de la 12^{ème} Conférence ministérielle (CM12). « Excellences, à la douzième Conférence ministérielle, vous avez donné un nouveau souffle à des négociations multilatérales », a déclaré la Directrice générale aux membres en sa qualité de présidente du CNC, avant d'ajouter : « Si nous voulons vraiment main-

tenir cette nouvelle vie, nous devons maintenant revenir sérieusement pour examiner les tâches qui nous attendent et établir une convergence sur la manière d'aller de l'avant dans la mesure du possible ». Depuis la CM12, les membres ont organisé des retraites de réflexion sur la manière de se préparer à la deuxième « vague » de négociations sur la discipline des subventions à la pêche nuisible et sur la manière de sortir de l'impasse dans les négociations sur l'agriculture, bloquées depuis longtemps. Les Membres se sont également réunis de manière informelle le 10 novembre pour échanger sur la réforme de l'OMC. Bien que ces réunions et d'autres aient été des étapes importantes, pour Okonjo-Iweala, il paraît important « de passer dès que possible de la discussion à l'action ». « C'est l'appel que j'ai entendu à plusieurs reprises lors de mes récents échanges avec



des dirigeants, des ministres et plusieurs [autres] parties prenantes », dit-elle. Reconnaissant que l'état dans lequel se trouve le monde rend difficile les initiatives, elle reste néanmoins convaincue du rôle important de l'OMC dans la consolidation de l'économie mondiale. « Une partie de la raison pour laquelle l'OMC est devenue assez importante dans les discussions en cours actuellement est que nous avons contribué à un moment où les dirigeants pensaient qu'ils avaient besoin d'une organi-

sation multilatérale qui fonctionne de manière à montrer que la solidarité mondiale est importante (...) Nous avons pris les choses en main et nous avons livré. Nous devons intensifier maintenant et continuer à contribuer », a-t-elle déclaré. L'une des priorités les plus immédiates pour les membres étant la sélection de nouveaux présidents pour diriger les négociations sur les subventions à la pêche et l'agriculture, le Directeur général a noté qu'en dehors des retraites, « la réalité est

qu'il n'y a pas eu d'activité concrète de négociation multilatérale depuis la CM12 (...) Les membres devront trouver un moyen de sortir de cette impasse maintenant ». A l'occasion de la rencontre du CNC, la DG Okonjo-Iweala a également formulé des observations sur d'autres domaines d'activité de l'OMC qui ne relèvent pas du mandat des CNC. Le « plus urgent », a-t-elle noté, est de savoir s'il faut étendre la décision ADPIC MC12 au-delà des vaccins pour couvrir la production et la fourniture de diagnostics et de thérapies COVID-19. Les membres doivent se prononcer sur la prolongation d'ici le 17 décembre.

La réforme de l'OMC, pas du reste

Au-delà des questions de subventions et d'agriculture, la DG OMC, au cours de la rencontre du 30 novembre, a également noté que la ré-

forme de l'OMC était une « question de première importance ». A ses pairs, elle a fait savoir qu'au cours de ses récents voyages, les dirigeants des pays développés et des marchés émergents « ont clairement indiqué qu'ils avaient besoin d'un système commercial multilatéral qui fonctionne bien avec l'OMC en son cœur (...) Nous n'avons pas vu l'OMC comme un élément central pour les dirigeants depuis si longtemps et je ne pense pas que nous devrions gâcher cette opportunité ». La réforme du système de règlement des différends de l'OMC « reste un domaine d'une grande importance pour la plupart de ceux que j'ai rencontrés récemment », a ajouté Okonjo-Iweala qui estime que « le terme "dysfonctionnel" ne sera jamais complètement dissocié de l'OMC à moins que nous ne réformions et rétablissions un système de règlement des différends qui fonctionne bien ».

Budget 2023

Cap sur l'amélioration des performances agricoles

Le budget 2023 a été voté le 1er décembre 2022 par l'Assemblée nationale. Il devrait permettre de poursuivre l'ambitieux programme de développement du gouvernement dans tous les secteurs. Dans le domaine agricole, plusieurs axes seront impactés.

● Bidossessi WANOU

Les ambitions du Bénin pour le secteur agricole demeurent immenses. Pour le budget 2023, une série d'ambitions a été déclinée. Les priorités de l'Etat sont axées sur des points tels que la consolidation des acquis de l'opérationnalisation des pôles de développement agricole; la mise en œuvre du Programme National de Développement des Plantations et Grandes Cultures; la promotion d'un nouveau type d'élevage résilient garantissant plus de sécurité et de rentabilité aux éleveurs; la transformation, le stockage et la conservation des produits agricoles; etc. Dans toutes les filières, l'amélioration des performances sera la plus grande préoccupation. Pour ce qui est du développement des plantations et grandes cultures, il s'agira de transformer l'agriculture béninoise à travers le développement de grandes plantations en vue de la rendre plus compétitive et capable de soutenir durablement une agro-industrie locale. Ce programme vise à améliorer l'accès au foncier pour les investisseurs agricoles à travers la mobilisation des terres et leur prise de contrôle par l'Etat, l'achat ou autres modalités d'acquisition ainsi que l'aménagement et la sécurisation des terres, réaliser les investissements structurants de base comme les aménagements hydro-agricoles, la réalisation d'infrastructures et équipements de conditionnement,



● Gaston Cossi Dossouhoui, MAEP

de stockage et de conservation, l'électrification et le raccordement en eau potable, l'aménagement ou la réalisation de pistes rurales, l'installation et la mise en concession de plantations; le développement des chaînes de valeur semences et plants performants pour promouvoir les chaînes de valeur des spéculations ciblées et leur accès au marché. Dans la filière ananas par exemple, dans la droite ligne des ambitions du PAG 2021-2026, il est prévu l'amélioration du rendement de 50 à 70 tonnes/ha, la réduction des écarts de tri de 80 % à 20 %, l'augmentation des capacités d'export de fruit frais et des dérivés aux normes sur les marchés régionaux, UE, pays arabo-musulmans... Sachant que les travaux évoluent à la Zone économique spéciale de Gldjigbé, (GDIZ) et que la vocation de ladite zone, entre autres, est la transformation de plusieurs productions agricoles, garantir la matière première afin de permettre aux industries

de pouvoir tourner à plein temps est l'une des priorités du gouvernement. A cet effet, en plus de l'interdiction de l'exportation de certains produits, le gouvernement entend travailler à améliorer les capacités productives d'où, l'Etat focalisera sa politique sur l'amélioration des performances du secteur agricole. Cette mesure devrait permettre au Bénin d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de contribuer au développement économique et social des hommes et femmes en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Avec l'amélioration des performances du secteur agricole, le Bénin entend également progresser dans la lutte contre la pauvreté, assurer l'emploi des jeunes qui pourront dans les chaînes de transformation comme c'est le cas pour le projet de la GDIZ et autres petites ou micros entreprises en gestation, subvenir efficacement à leurs besoins.

Pensions

Maintenir la dynamique des réformes pour renforcer les systèmes de retraite

L'incertitude financière et économique actuelle, ainsi que la hausse du coût de la vie, pourraient amener les décideurs politiques, les régulateurs et les superviseurs à reporter les réformes susceptibles d'améliorer les systèmes de retraite. Toutefois, retarder les réformes nécessaires mettrait en péril le bien-être des retraités actuels et futurs. Sur ce, les décideurs politiques devraient continuer à améliorer les systèmes de retraite, insiste un nouveau rapport de l'OCDE publié le 1 décembre.

● Jo Da Costa

« Des systèmes de retraite solides sont importants pour protéger le niveau de vie de la population vieillissante, alors que la demande de ces systèmes continue de croître, » a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, dans un récent communiqué. « Nous devons continuer à développer et à renforcer un système à piliers multiples combinant différents types de régimes de retraite qui se complètent et diversifient les risques », a-t-il martelé, en réaction de la publication du rapport intitulé « Les Perspectives de l'OCDE sur les pensions 2022 ».

Ce rapport devrait interpellier les décideurs politiques de l'Afrique, un continent où, comme l'a constaté un autre rapport rédigé par Esther Crystelle Eyinga Dimi (Cameroun), les politiques sociales de soutien à la vieillesse se limitent dans la plupart des pays, qu'aux politiques de retraite qui ne bénéficient qu'à une minorité de personnes âgées. « Dans la majorité des pays africains, l'offre en soins de santé aux personnes âgées reste inadaptée. Les gouvernements africains devraient ainsi anticiper de manière efficace sur l'évolution vers un vieillissement démographique de la population.



Ces changements nécessitent ainsi la mise en place de régimes non contributifs de pensions sociales tout comme des systèmes de santé qui offrent une gratuité des soins aux personnes âgées et une meilleure prise en charge médico-sociale », a déploré Esther Crystelle Eyinga Dimi.

Recommandations

L'OCDE annonce que son rapport comporte une série de recommandations quant à la manière d'introduire, développer et renforcer des régimes de retraite par capitalisation. « Ces régimes devraient compléter les régimes publics par répartition et en aucun cas pour se substituer à eux, et devraient être conçus de manière à diversifier les sources de financement des retraites et rendre les systèmes plus résilients face aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dont

le vieillissement démographique ». A en croire Esther Crystelle Eyinga Dimi, les politiques sociales mises en place dans les pays africains sont prioritairement destinées aux jeunes, en raison de leur poids démographique important. Elle regrette que les personnes âgées ne bénéficient pas encore d'une assurance-maladie. « La prise en charge des personnes âgées en Afrique est exclusivement du ressort de la famille. Cette famille éprouve aujourd'hui, d'énormes difficultés à assumer ce rôle, en raison de la pauvreté qui sévit dans les ménages et des mutations sociales. Nombre d'entre elles doivent ainsi se résoudre à travailler, en dépit de leur âge avancé », explique-t-elle. L'OCDE pense que les employeurs peuvent jouer un rôle considérable dans la mise en place de régimes de retraite par capitalisation.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

Éthiopie

Le chef de la lutte contre le blanchiment d'argent épinglé pour corruption

Le 17 novembre dernier, le Premier ministre Abiy Ahmed annonçait la création d'un comité de lutte contre la corruption, composé de 7 membres. Quelques semaines après sa mise en place, il a déjà reçu de nombreuses plaintes et procédé aux premières interpellations. En Éthiopie, Tewodros Bekele, directeur général des Services de sécurité financière (EFSS), organe chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a été mis aux arrêts. L'annonce a été faite par les autorités éthiopiennes le vendredi 2 décembre. L'arrestation du responsable s'inscrit dans le cadre d'une opération du Comité national de lutte contre la corruption (NACC). Créé en novembre, l'organe gouvernemental aurait déjà permis d'arrêter plusieurs hauts fonctionnaires dont des responsables de l'administration foncière et de la gestion des logements publics, des institutions de sécurité et de justice, du secteur financier,



ainsi que des bureaux des recettes publiques et des douanes. À sa création, la NACC a reçu pour mission de débarrasser le pays de la « menace pour la sécurité nationale » que représente la corruption. D'après le 1er ministre Abiy Ahmed, la corruption est un « parasite qui ronge un pays de l'intérieur et épuise ses ressources », avec la complicité de certaines autorités en collaboration avec des « courtiers et des investisseurs cupides ». Pour y mettre fin, la NACC rassemble

7 membres dont Gedion Timothewos, le ministre éthiopien de la justice, et Temesgen Tiruneh, le directeur général du National Intelligence and Security Service (NISS). Avec un score de 39 sur 100 selon le classement 2021 de l'ONG Transparency International, l'Éthiopie se classe au 87ème rang mondial des pays selon le niveau de corruption. Bien que le pays ait évolué dans le classement depuis 2012, l'institution estime que le « recul en matière de libertés civiles menace d'annuler tous les progrès antérieurs ».

Ecofin

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.

REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



Pascal ESSOU

Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél. : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
- Afrique de l'OuestSiège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.orgANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Electricité

40 % de Français ne sont concernés par d'éventuelles coupures

L'hiver s'annonce tendu sur le réseau électrique français. Les autorités, et notamment le gestionnaire de réseau de transport d'électricité (RTE), ont donc précisé comment seraient organisées les éventuelles coupures de courant. Ainsi, 60 % des Français sont concernés par ces potentiels délestages, les 40 % restant en étant exemptés pour diverses raisons, rapporte BFM Business.

Selon le plan de délestage détaillé par RTE, ces coupures, tournantes, organisées et temporaires, « seront ciblées par zone géographique de 2.000 clients en moyenne (foyers et professionnels) alimentés par une même ligne électrique ». À ce titre, l'ensemble des clients étant sur la même ligne que celle d'un lieu considéré comme « prioritaire » (hôpitaux, installations de la défense nationale ou établissements endommagés par des coupures...) ne pourront pas subir de délestage.



La capitale épargnée à 80 % Avec cette règle, 20 % de la consommation d'électricité de Paris seulement peut être effectivement coupée. Le préfet cherche d'ailleurs à mettre en place des contributions « volontaires » dans la capitale, selon le gouvernement. L'objectif est d'inviter les habitants et les entreprises non concernés par le risque de délestage à se montrer solidaires en réduisant au maximum leur consommation d'électricité.

De plus, la Corse est également assurée de ne pas subir de coupure de courant, l'île

disposant de son propre réseau électrique qui est relié avec l'Italie. Pour rappel, dans son plan, RTE a indiqué que les éventuelles coupures seraient réparties dans tout le territoire, par zones de 2.000 clients, ce qui correspond à un quartier ou à une commune entière en milieu rural. « On ne délétera pas deux fois de suite une même zone », a-t-il été par ailleurs précisé. Les clients ciblés seront informés de la coupure la veille à 17 heures sur l'application EcoWatt.

20munités

BCE

Le gouverneur de la Banque de France veut des hausses de taux directeurs plus « flexibles »

Pour lutter contre l'inflation, François Villeroy de Galhau a défendu dimanche la stratégie d'une politique monétaire plus restrictive mais avec des hausses de taux directeurs plus « flexibles » à partir de janvier. Pour le patron de la Banque de France, il est ainsi temps pour la Banque centrale européenne d'entamer la « seconde mi-temps » de sa politique monétaire.

La BCE a relevé brusquement ses taux directeurs depuis juillet afin de lutter contre une inflation qui atteint des records en zone euro : 10,6 % en octobre. Le gouverneur de la Banque de France a donc estimé sur LCI qu'à la réunion de la BCE « du 15 décembre, nous devrions terminer la première mi-temps, de normalisation » de la politique monétaire après plusieurs années de taux exceptionnellement bas, proches de zéro voire négatifs depuis 2016.

Un rythme des hausses ensuite «



moins rapide »

« Nous discuterons autour de Christine Lagarde (la présidente de la BCE) et je pense que la bonne mesure serait de relever les taux d'intérêt pour arriver autour de 2 %, un taux plus normal au regard des niveaux passés », a-t-il déclaré. Actuellement, le taux principal s'élève à 1,5 %. François Villeroy de Galhau s'est donc positionné en faveur d'un relèvement des taux de 0,50 point à l'issue de la prochaine réunion. Pour lui, cette réunion sera « un point d'inflexion, pas un point d'arrêt ». Il imagine ensuite une « deuxième mi-temps où les hausses de taux vont continuer mais à

un rythme moins rapide et plus flexible - disons des passes plus courtes », a-t-il expliqué en filant la métaphore footballistique.

Le gouverneur a également évoqué la réduction du bilan de la BCE, c'est-à-dire la réduction des achats d'actifs sur les marchés financiers par l'institution. Ces « injections de liquidités dans l'économie » ont été fortement « augmentées en 2021 » puis « stabilisées en 2022 ». « Nous discuterons le 15 décembre de les réduire (...), mais il faut le faire prudemment et progressivement », selon le patron de la Banque de France.

20munités

Nigeria

Le gouvernement prévoit de taxer les cryptos et autres actifs digitaux



À u Nigeria, les cryptomonnaies sont interdites, mais de nombreuses personnes continuent de les détenir et de les échanger. Dans ce contexte, le gouvernement serait en train de prévoir une loi pour les taxer. Une décision qui ne sera pas évidente à mettre en œuvre. Le gouvernement du Nigeria

prévoit de taxer les cryptos et autres actifs digitaux dès 2023, apprend-on de médias locaux qui citent une déclaration de Zainab Ahmed, la ministre des Finances, lors d'un discours prononcé au Conseil économique national sur la Loi de finances pour l'exercice fiscal à venir. « La proposition de loi explique comment les cryptomonnaies et autres actifs numériques seront taxés, conformément à l'objectif stratégique du gouvernement d'accroître la taxation transfrontalière et internationale et l'expansion du commerce électronique avec les pays émergents », a rapporté People's Gazette Nigeria, un média local. Le projet n'étant pas encore accessible au grand public, il est difficile d'apprécier les différentes articulations de cette législation en perspective. Mais cette information survient alors que la Banque centrale du Nigeria et différentes instances du gouvernement ont mené des campagnes contre les cryptomonnaies. Le 27 novembre dernier, la Commission de surveillance des marchés financiers au Nigeria a indiqué qu'elle ne prévoit pas d'inclure les cryptomonnaies dans son plan visant à améliorer les échanges d'actifs numériques, tant que les régulateurs ne se seront pas mis d'accord sur des normes protégeant les investisseurs. Mais ces différentes restrictions de la loi n'empêchent pas les Nigériens de continuer à effectuer des transactions sur ces actifs numériques ou de les posséder. Selon un reportage effectué par le média La Voix de l'Amérique en août dernier, des responsables d'une plateforme de trading indiquaient avoir répertorié jusqu'à 400 millions \$ de transactions sur le premier semestre 2022 rien que sur le bitcoin. Selon des données de la plateforme CoinGecko, on a noté une intense activité sur les bitcoins au Nigeria entre le 5 et 9 novembre 2022, pour une valeur globale de 674 milliards de nairas (1,5 milliard \$). L'intérêt pour ces actifs semble être de deux ordres. La perte de valeur du naira (la monnaie locale) et les restrictions imposées par la Banque centrale sur l'accès aux devises poussent de nombreuses personnes à acheter des actifs qui sont légaux ailleurs, et les protègent contre l'effet de dépréciation de la monnaie. Aussi, la décision de changer la structure des billets emmène plusieurs personnes qui thésaurisaient de l'argent à le transformer en actifs échangeables dans le temps, sans avoir à justifier l'origine des fonds. Si les cryptomonnaies notamment les bitcoins sont les plus évoqués lorsqu'on parle des cryptoactifs, la chaîne des valeurs de ce secteur couvre bien d'autres acteurs et activités, comme la sécurisation via la Blockchain, l'émission des jetons numériques, l'extraction (minage) des cryptomonnaies ou encore le pré minage. Il n'est pas encore précisé si la loi évoquée prendra en compte tous ces aspects.

Mali

Une hausse des recettes budgétaires de 2023 de près de 11 % par rapport à 2022

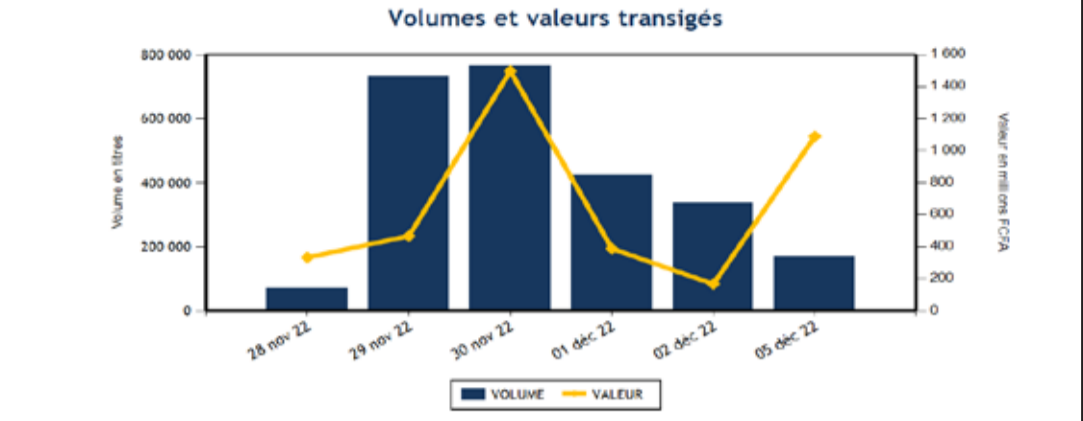
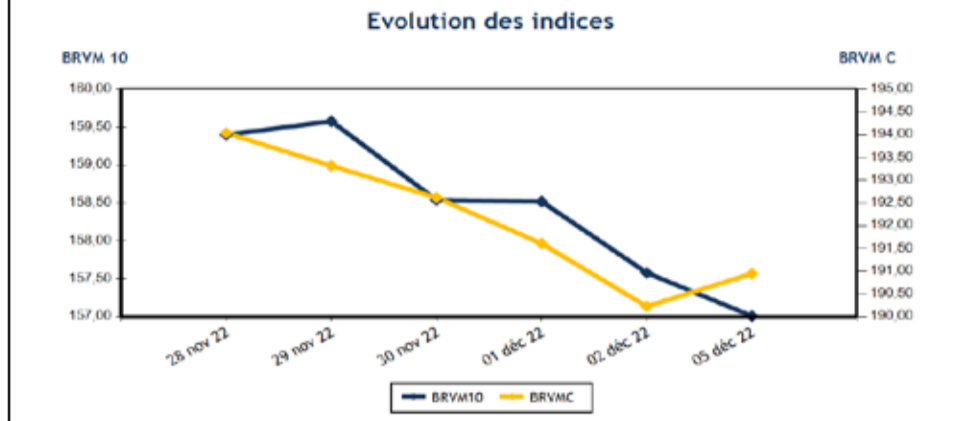
Après une baisse enregistrée pour 2022, le projet de Loi de finances 2023 connaît une hausse. Il est le sixième budget en mode programme et Bamako prévoit de mobiliser plus de recettes budgétaires que lors des deux années précédentes. Le gouvernement malien s'attend à ce que les recettes budgétaires de 2023 enregistrent une hausse de 10,97 % par rapport à celui de cette année. L'information a



été rendue publique par le ministère malien de l'Economie et des Finances vendredi 2 décembre sur son site web. Sur plus de 4,6 milliards \$ de prévisions de dépenses budgétaires pour l'exercice 2023, Bamako espère mobiliser plus de 3,5 milliards \$ de recettes, contre 3,18 milliards \$ de recettes dans la Loi de finances rectifiée 2022. Cette prévision de budget 2023 enregistre également une hausse au niveau des dépenses à plus de 9 %. Selon la note d'information, le déficit budgétaire pour l'année prochaine est de 1,1 milliard \$. Le communiqué n'indique pas les secteurs d'activités auxquels sera dédié ce budget. Toutefois, lors de l'adoption du projet de Loi de Finances 2022 par le Conseil des ministres en octobre 2021, le gouvernement avait annoncé que le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement (CREDD 2019-2023) serait « le cadre de référence pour la mise en œuvre des stratégies de développement » dans le pays. Notons que, dans le cadre du financement de plusieurs projets dans le pays, le gouvernement malien a annoncé, en septembre dernier, avoir levé 314 millions \$ sur le marché de l'UEMOA. De plus, le pays vient de bénéficier d'un crédit de l'Association internationale de développement (IDA), constituant un nouveau financement de 250 millions \$.

Ecofin du 05 Décembre 2022

BRVM 10	157,01	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 232 lundi 5 décembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	190,95
Variation Jour	↓ -0,36 %		Variation Jour	↑ 0,38 %
Variation annuelle	↑ 2,28 %		Variation annuelle	↓ -5,60 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	5 747 496 176 163	0,38 %
Volume échangé (Actions & Droits)	68 816	-79,55 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	113 871 258	-30,56 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	77,78 %
Nombre de titres en baisse	16	-15,79 %
Nombre de titres inchangés	8	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 560	7,42 %	-26,27 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 185	7,24 %	-29,46 %
SETAO CI (STAC)	1 140	7,04 %	56,16 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	6,98 %	13,30 %
SOLIBRA CI (SLBC)	90 000	5,88 %	-42,31 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 804 545 439 493	-0,80 %
Volume échangé	100 055	29 678,27 %
Valeur transigée (FCFA)	975 325 000	31 813,08 %
Nombre de titres transigés	2	-60,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 200	-6,98 %	0,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	800	-4,19 %	0,00 %
TOTAL CI (TTLC)	2 100	-3,45 %	0,00 %
SITAB CI (STBC)	4 960	-2,75 %	0,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 210	-2,73 %	0,00 %

INDICES SECTORIELS


Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	95,84	0,82 %	-12,96 %	7 911	17 271 145	26,39
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	452,66	-0,35 %	0,85 %	2 243	14 595 460	8,12
BRVM - FINANCES	15	71,09	1,11 %	-7,83 %	41 133	37 662 058	6,75
BRVM - TRANSPORT	2	304,71	3,24 %	-51,02 %	12 525	15 436 200	4,84
BRVM - AGRICULTURE	5	280,76	-0,26 %	15,39 %	3 714	26 916 335	5,51
BRVM - DISTRIBUTION	7	362,22	-0,89 %	-11,10 %	1 288	1 987 785	26,43
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	7,04 %	56,17 %	2	2 275	13,69
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,49	
Taux de rendement moyen du marché	7,91	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,12	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	109	
Volume moyen annuel par séance	996 171,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 918 256 082,12	


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,81	
Ratio moyen de satisfaction	11,88	
Ratio moyen de tendance	311,49	
Ratio moyen de couverture	32,10	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	7,45	
Nombre de SGI participantes	25	


Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture = Taux moyen de rotation PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


 Bénin
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 de Cotonou
 Tel : (229) 21 31 23 25
 Fax : (229) 21 31 23 25


 Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 de Cotonou
 Tel : (229) 21 31 23 25
 Fax : (229) 21 31 23 25


 Togo
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 de Cotonou
 Tel : (229) 21 31 23 25
 Fax : (229) 21 31 23 25


 Burkina Faso
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 de Cotonou
 Tel : (229) 21 31 23 25
 Fax : (229) 21 31 23 25

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
 allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202
 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


S&I BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


SOCIETE DE BOURSE
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066


AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjifs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Décembre 2022
Jeudi 1 Décembre 2022
Mardi 6 Décembre 2022
Samedi 10 Décembre 2022
Mercredi 14 Décembre 2022
Dimanche 18 Décembre 2022
Jeudi 22 Décembre 2022
Dimanche 25 Décembre 2022
Mercredi 28 Décembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 06/12/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 06 Décembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 06 Décembre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
	Borgou	Gogounou	Gogounou
Collines	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
Tchetti	Tchetti	lundi	
Glazoué	Glazoué	mercredi	
Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Coupe du monde de football/Qatar 2022

Le mondial relance l'économie du Qatar

Une compétition prestigieuse qui attire l'intérêt des grands comptes et des petites marques, lesquels rivalisent d'offres et de services pour se faire de belles marges.

● **Belmondo Atikpo (Stg)**

L'édition 2022 de la coupe du monde de football qui a démarré le 20 novembre 2022 au Qatar est une occasion pour le pays organisateur de « soigner son image » à l'international. C'est aussi une occasion inespérée pour augmenter le chiffre d'affaires des marques. L'industrie du sport est un marché lucratif qui représente plus de 3% du commerce mondial. Un business qui ne devrait pas profiter qu'aux entreprises qatariennes puisque partout dans le monde, on s'organise pour tirer profit de cette compétition organisée par la FIFA et qui réunit les meilleures sélections nationales. Le Maroc n'échappe pas à cet engouement avec plusieurs marques qui sont parte-

naires de l'événement.

Des fans-zone partout

Il s'agit généralement de grands comptes, lesquels ont le droit d'utiliser les images propres à cet événement sportif de grande ampleur à des fins commerciales ou publicitaires. De l'autre côté, il y a des entreprises qui ne sont pas partenaires de la coupe du monde et qui profitent de cet événement mondial du ballon rond pour grignoter quelques parts de marchés. Elles ont le droit de communiquer sur le thème du sport, sans toutefois se servir des visuels, vidéos ou sonores propres à la compétition.

La part de l'économie marocaine

Ainsi, pour l'occasion, Inwi a décidé d'une « fan zone » dédiée, à l'esplanade du complexe Mohamed V de Casablanca, qui va permettre



aux supporters de suivre en direct les matchs de l'équipe nationale au Qatar ainsi que ceux des différentes sélections, lors du premier tour, a annoncé l'opérateur dans un communiqué de presse. Cette fan zone, poursuit la même source, accueillera aussi différents jeux et animations pour rendre cette expérience plus divertissante et immersive. Au programme : un espace ga-

ming, un espace billard-foot ou encore des jeux de réalité virtuelle pour les supporters qui se déplaceront au Qatar en vue de suivre les matchs de l'équipe nationale. Inwi leur propose une offre roaming inédite avec 15go d'internet à 200 dh, valable 30 jours aussi bien au Qatar qu'aux Emirats arabes unis. Ce pass est disponible pour tous les clients Inwi avec et sans abonnement. A travers

ses offres et services, Inwi dit répondre aux besoins des supporters en apportant pleinement son soutien à l'équipe nationale lors de cette compétition mondiale.

La grande heure de la télévision

D'autres fans zones sont accessibles au public. Deux espaces, à Anfa Park et Morocco Mall, sont prévus pour les fans de football, pour la projection de la coupe du monde 2022. Accessibles tous les jours de 10h à 3h, ils proposent des billets d'entrée variant entre 20 et 50 dirhams (Morocco Mall) et 150 dirhams (Anfa Park). Au menu : programmation musicale, diffusion des matchs en direct, des animations pour les petits et les grands, gaming, showcase... Selon un professionnel du secteur,

les promoteurs de ces offres peuvent prétendre à un bon retour sur investissement après avoir déniché de nombreuses marques.

Celles du secteur électroménager ne sont pas en reste. Les vendeurs de téléviseurs surfent également sur l'événement pour écouler leurs écrans en misant, notamment, sur les avantages de la 4 k, à savoir une excellente qualité vidéo qui permet d'avoir des contenus de qualité. C'est le cas de Lg et Samsung qui misent gros sur cet événement. S'agissant des vendeurs et revendeurs de maillots, ils se frottent déjà les mains. Pour ce qui est des maillots originaux de l'équipe nationale, ils se vendent comme des petits pains à travers deux plateformes, dont l'une a vu récemment son chiffre d'affaires s'accroître.

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DA / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France
de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Fin de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) 2022

Des engagements pour la souveraineté financière africaine

En présence de nombreuses personnalités de premier plan de la communauté financière africaine, la cérémonie de clôture a sonné la fin de l'édition 2022 de l'Africa Financial Industry Summit-AFIS. Rassemblant à Lomé plus de 800 décideurs du secteur financier venus de toute l'Afrique et de l'international, AFIS 2022 a permis de jeter les bases d'une organisation concrète qui contribue à la relance économique du continent et au développement d'une industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable.

Pendant ces deux jours d'échanges et de débats, banquiers, assureurs, fintech, Ministres, Gouverneurs de Banque centrale et dirigeants d'autorité de régulation sont intervenus au cours de plus d'une trentaine de panels mais aussi de nombreuses tables rondes en comité restreint. Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger constats et propositions sur les grands enjeux auxquels fait face l'industrie financière africaine. Les recommandations issues de ces sessions seront publiées afin de donner une voix à l'industrie financière africaine dans les débats continentaux et internationaux.

Plateforme de dialogue public-privé au service du développement d'une industrie financière africaine souveraine, inclusive et innovante, AFIS s'est fixé l'objectif de construire un dialogue permanent entre les banques commerciales, les fintechs, les institutions financières de développement, les assureurs, les opérateurs de mobile money et les régulateurs pour l'ensemble du continent.

Les participants ont pu échanger en direct afin de s'entendre sur la réglementation des fintechs et des crypto-monnaies, de promouvoir l'intégration régionale à travers la ZLECAF et les Système de Paiement et de Règlement Panafricain, et pour maximiser les opportunités dans la finance verte, les marchés boursiers et l'innovation, tout en protégeant les données des citoyens et en élargissant l'inclusion financière.

« Il est nécessaire de créer des flux intra africains et de changer d'état d'esprit pour travailler en équipe : banques, intermédiaires, startup, régulateurs... Nous devons nous assoir ensemble et collaborer sur des thématiques et défis communs, unir nos voix pour peser sur les réglementations internationales qui s'imposent à nous sans toujours tenir compte des spécificités africaines. Les échanges auxquels nous avons assisté me confortent dans l'idée qu'AFIS a d'ores et déjà trouvé sa place dans les grands débats africains », a déclaré Amir



Ben Yahmed, Directeur général de Jeune Afrique Media Group et Président de l'Africa CEO Forum, cofondateurs d'AFIS.

« Lors de notre prochaine rencontre, j'aimerais constater des progrès sur les marchés financiers - comment nous les utilisons, quel cadre commun nous mettons en place - et sur la question du mobile money, avec une meilleure clarté sur les réglementations en œuvre », a déclaré Dr. Denny KALYALYA, Gouverneur et Président du Conseil d'administration, Banque centrale de Zambie.

« Entre nous autres, régulateurs, et dirigeants du secteur privé, la prochaine fois que nous nous réunirons, nous devons comprendre la nécessité de trouver ensemble des solutions pour établir une industrie financière durable et porteuse d'inclusion », a déclaré John RWANGOMBWA, Gouverneur, Banque Nationale du Rwanda.

« L'année prochaine, nous nous retrouverons au-delà des questions conjoncturelles qui nous ont mobilisés cette année et concentrer nos discussions sur le financement de nos économies, l'inclusion et d'autres secteurs comme le micro-crédit et la numérisation », a déclaré Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur, Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Marqué par la présence d'une vingtaine de dirigeants d'autorités de régulation et de Ministres, AFIS 2022 a également accueilli les membres des comités exécutifs des plus grands groupes financiers du continent : IFC, Ecobank, NSIA, Sunu, Bank of Africa, Atti-

jariwafa Bank, Allianz, BOAD, Equity Bank, First Bank of Nigeria, Wafa Assurance, Sanlam, Coris, Oragroup, Citi, Rawbank, Visa, Africa 50, FMO, BIDC, etc..

5 GRANDES FIGURES DU SECTEUR FINANCIER AFRICAIN RECOMPENSÉES

Pour sa première édition physique, l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT en partenariat avec Mazars ont récompensé les figures de la vitalité et de la résilience financière du continent. Parmi les nominés, des entreprises, des dirigeants et des gouverneurs de banque centrale représentatifs de l'ensemble du continent.

La remise des prix a eu lieu lors du dîner de gala de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT 2022, organisé le lundi 28 novembre à Lomé. Les nominés concouraient au sein de quatre catégories : African Champion, Disrupter of the year, Woman Leader et Central Bank Governor. Pour chaque catégorie, un jury prestigieux, pluridisciplinaire, composé de professionnels et d'experts du secteur a eu la tâche de départager les candidats. De plus, l'équipe éditoriale de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT a également introduit une personnalité du secteur financier pour l'ensemble de sa carrière au « Hall of Excellence ».

Les vainqueurs de l'édition 2022 des AFIS AWARDS sont :

AFRICAN CHAMPION

GRUPE SUNU

DISRUPTER OF THE YEAR
JUMO

WOMAN LEADER
KANAYO AWANI

CENTRAL BANK GOVERNOR
JOHN RWANGOMBWA

HALL OF EXCELLENCE
ADE AYEYEMI

« Mazars est désormais le fier sponsor de la cérémonie des Prix, où nous mettons en lumière les plus belles réussites et les personnalités les plus remarquables du continent. Les modèles de réussite africains, qu'ils soient des individus ou des entreprises, sont des pionniers et il est important de récompenser et célébrer leurs succès pour inspirer la prochaine génération de leaders africains. » – Charles de Boisriou, Associé et membre du board Afrique chez Mazars

« L'une des ambitions d'AFIS est de contribuer au développement d'un secteur financier de classe mondiale. Les cinq vainqueurs des AFIS AWARDS 2022 illustrent à merveille le professionnalisme et l'expertise dont le continent a besoin. » – Ramatoulaye Goudiaby, Directrice AFIS chez Jeune Afrique Media Group

À propos de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

Fondée par le groupe Jeune Afrique Media en 2021, avec le soutien de l'IFC (Groupe de la Banque mondiale), AFIS est une organi-

sation sœur de l'AFRICA CEO FORUM, la principale plateforme du secteur privé africain.

Le développement de l'Afrique passe par la construction d'un secteur financier efficace, inclusif et durable. A ce titre, AFIS stimule le dialogue entre les gouvernements, les régulateurs et les leaders de l'industrie financière (banques, assurances, opérateurs de mobile money, fintech) sur un continent dont le potentiel de croissance est freiné par une mauvaise orientation des financements disponibles.

L'objectif d'AFIS est de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Réunissant les personnalités et institutions les plus influentes de la finance africaine, ainsi que les régulateurs, AFIS oeuvre à l'amélioration de l'inclusion financière et à la naissance d'une véritable industrie panafricaine des services financiers.

AFIS s'engage activement à contribuer au succès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui devrait accélérer l'intégration et la croissance du secteur financier africain.

La première journée de AFIS 2022

« AFIS vient combler un besoin essentiel pour l'avenir et la souveraineté de l'industrie financière africaine. Il fallait créer une plateforme au service de ce sec-

teur pour en faire le moteur des politiques de croissance et accélérer l'intégration régionale. Réunir banquiers, assureurs, opérateurs télécom, fintech, acteurs des marchés de capitaux et régulateurs est indispensable si nous voulons relever ces défis ». A l'ouverture de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT-AFIS 2022, Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group (fondateur d'AFIS), a insisté devant plus de 800 dirigeants de l'industrie financière sur le caractère novateur du projet initié par le groupe de media panafricain en association avec l'IFC (Groupe Banque mondiale).

Accueilli à Lomé par l'Etat du Togo, AFIS 2022 a rassemblé toute la journée acteurs de la finance et régulateurs autour de thèmes variés comme le caractère adapté ou pas de Bale III au contexte africain, le renouveau du financement des PME, l'adaptation à la nouvelle donne inflationniste, la régulation des fintech, etc. Plus d'une dizaine de tables rondes sur invitation se sont déroulées toute la journée et autant auront lieu demain, 29 novembre 2022.

« Ce sommet est une belle occasion pour penser l'avenir de la finance africaine », a salué de son côté Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président de la République Togolaise, ajoutant que le futur de la finance africaine se construira sur la collaboration entre gouvernements et le secteur financier.



133^{ème} session ordinaire de la BOAD

De nouveaux engagements aux pays de l'Uemoa

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni en présentiel pour sa 133^{ème} session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD. C'était le vendredi 02 décembre 2022 à Niamey au Niger. A l'issue de la réunion, les administrateurs ont approuvé pour les économies de l'Afrique de l'ouest un montant de 109,5 milliards FCFA.

● Abdul Wahab ADO

Le communiqué final de la 133^{ème} session ordinaire indique qu'après avoir approuvé le procès-verbal de la 132^{ème} réunion, tenue le 20 septembre 2022 à Cotonou (Bénin), le Conseil a approuvé les perspectives financières actualisées et le projet de budget programme établis pour le quinquennat 2023-2027 de la Banque. Il faut préciser que sept opérations ont également fait l'objet des travaux du Conseil d'administration. Il s'agit de deux (02) propositions de projets financés sur les ressources du programme SONGTAA-BA pour un financement de 36 milliards FCFA, trois (03) nouvelles propositions de projets pour un montant global de 45 milliards FCFA, deux (02) lignes de refinancement (28,5 milliards FCFA). Ces nouvelles approbations portent à 7182,1 milliards FCFA le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD, depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Le financement partiel des projets approuvés Des projets importants ont été approuvés lors de la 133^{ème} session ordinaire. Ainsi, on a au titre du Programme spécial SONGTAAABA 2022-2024 pour la reconstitution du stock de

sécurité alimentaire au titre de l'exercice 2023 en République du Mali. Le projet permettra de répondre à la demande alimentaire des populations maliennes, de renforcer les capacités de prévention des chocs et des crises, d'améliorer l'accessibilité des vivres, notamment aux populations vulnérables, et de réduire les distorsions du marché céréalier au plan national. Le Montant de l'opération est de 25 Milliards FCFA. Il y a également l'Alimentation en eau potable, en milieu rural, dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéri, au Niger dont les financements ont été approuvés. Il s'agira de réaliser 45 systèmes d'alimentation en eau potable, desservant 92 localités. Le projet prévoit également la réalisation de 334 blocs de latrines institutionnelles dans les écoles et les centres de santé. Le Montant de l'opération s'élève à 11 Milliards FCFA.

Le programme de financements ordinaire

Pour ce qui concerne le programme ayant des financements ordinaires, il y a l'aménagement de voies urbaines dans la ville de Niamey notamment l'aménagement de la section urbaine de la RN25 et réhabilitation du tronçon Niamey-Nyala, en République du Niger. Le projet permettra



d'améliorer la mobilité sur les tronçons concernés en réduisant le temps de parcours, de réduire le nombre d'accidents de la circulation de plus de 60% et le coût d'exploitation des véhicules d'environ 40 %, à partir de la première année de mise en service de la route. Le Montant de l'opération est de 25 Milliards FCFA.

La BOAD a approuvé le financement pour la viabilisation du site de Ouédo, dans le cadre de la construction de 10 849 logements sociaux et économiques dans la Commune d'Abomey-Calavi au Bénin. Les travaux de viabilisation permettront d'assurer une alimentation de qualité en électricité, par l'augmentation de la puissance du réseau d'électricité sur tout le site du projet et la construction d'une usine de traitement d'eau et d'un château d'eau de 500 m³. Le Montant de l'opération est de 10

Milliards FCFA.

Il y a aussi le financement pour la relance des activités de ASUSU SA en République du Niger. Le projet permettra de maintenir l'accès des populations exclues du système bancaire classique et celles qui sont économiquement vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, à des services financiers diversifiés et innovants. Le Montant de l'opération est de 10 Milliards FCFA. Pour le secteur privé au Bénin, il y a la mise en place en faveur de NSIA Banque Benin SA d'une ligne de refinancement dans le cadre du programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA, suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19 et d'un prêt subordonné. Le Montant de l'opération est de 18,5 Milliards FCFA. Pour la Mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de VISTA Bank Burkina Faso le secteur privé du

pays a eu de financement. La ligne permettra à Vista Bank Burkina d'accroître son activité de financement à moyen terme, de consolider son développement, et de contribuer à la croissance de l'économie nationale. Le Montant de l'opération est de 10 Milliards FCFA.

Les ressources mobilisées pour le compte de la BOAD

Les administrateurs ont également approuvé la mise en place d'une ligne de crédit du Fonds de l'OPEP, d'un montant de 50 millions € soit 32,798 milliards FCFA, et celle d'une subvention d'un montant de 16,2 millions € soit 10,626 milliards FCFA de la KfW, toutes deux en faveur de la BOAD. Ces lignes sont destinées, respectivement, au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des projets d'énergies renouvelables, et à la mise en place du Fonds pour la Transformation Digitale (FTD). Dans un autre registre, le conseil a examiné le cadre de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que la politique d'équité et d'égalité Genre. Le conseil a, par ailleurs, émis un avis favorable sur l'état de recouvrement des

créances sur prêts, au 31 octobre 2022, ainsi que la stratégie Genre de la Banque et, examiné les dossiers suivants, soumis pour information. Il s'agit du Comptendu de la 43^{ème} réunion du Comité d'audit prévue les 30 novembre et 1er décembre 2022 à Niamey, en République du Niger.

Il y a aussi l'évaluation exposé du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Tafiré et des localités environnantes, en Côte d'Ivoire. Après avoir reçu de la part des membres du conseil d'Administration, les meilleurs vœux pour 2023, un satisfecit pour la bonne tenue des conseils et la nouvelle dynamique en cours dans l'institution sous son leadership, le Président Serge EKUE a, au nom du Conseil d'Administration, remercié les autorités nigériennes pour les moyens mis en œuvre pour la tenue de cette session dans les meilleures conditions. Il a, par la suite, exprimé toute sa gratitude aux membres du Conseil d'Administration pour la qualité des échanges et la pertinence de leurs orientations. Il a, également, adressé ses vives félicitations et sa grande fierté aux équipes de la BOAD pour la qualité des dossiers qui ont été soumis à l'examen du conseil, tout au long de cette année.

QATAR 2022 / AFFICHES DU JOUR

Le Maroc, bête noire de l'Espagne

Les Lions de l'Atlas du Maroc ne veulent pas s'arrêter en si bon chemin de la coupe du monde de football Qatar 2022. Les Marocains entendent vaincre le signe indien des huitièmes de finale d'une phase du mondial.

● B. Atikpo (STG)

À la dernière coupe du monde de football, le Maroc et l'Espagne n'ont fait mieux qu'un match nul (2-2). La rencontre de ce mardi 06 décembre 2022 est une sorte de retrouvailles pour les deux équipes, une occasion de revanche pour les uns et les autres. Le Maroc est en bonne place dans les statistiques de ce mondial. Après avoir surpris le Danemark (2-0), les Marocains s'offrent ensuite le scalp des diables rouges de la Belgique (2-0) et contraignent la Croatie

au nul blanc (0-0). Jouant sur ses propres valeurs, les Lions de l'Atlas ont suffisamment de ressources pour écarter la Roja. L'Espagne, championne du monde en 2010 en Afrique du Sud rêve d'une seconde étoile sur sa tunique. La Roja a la meilleure attaque et la meilleure défense. Elle a marqué 8 buts et en a encaissé deux. En plus de la solidarité entre ses joueurs, la Roja est l'une des équipes les plus joueuses de la compétition. Le coup d'envoi du match Maroc-Espagne est à 16 heures.

Portugal & SUISSE

: Ronaldo sur une pente glissante

La Suisse s'est hissée miraculeusement en huitième de finale grâce à sa défense très homogène et imperméable. Les Suisses sont aussi forts dans le marquage strict. Autrement, l'équipe suisse sait subir mais elle ne rompt presque jamais. Le Portugal de Cristiano Ronaldo hérite en huitième d'une Suisse au jeu fermé. Le Portugal a l'avantage d'une ligne d'attaque prolifique qui marque assez de buts. Dans ce cas, il est difficile de pronostiquer l'issue de ce huitième entre la Suisse et le Portugal.

Coupe du monde 2022

La Fifa rejette le recours des Bleus sur le but de Griezmann contre la Tunisie (sans se justifier)

Antoine Griezmann s'entretient avec l'arbitre néo-zélandais Matthew Conger et ses assistants après avoir perdu 1-0 contre la Tunisie lors du match de football du groupe D de la Coupe du monde Qatar 2022 entre la Tunisie et la France au stade Education City à Al-Rayyan, le 30 novembre 2022. La Fifa a annoncé lundi rejeter la réclamation déposée jeudi dernier par la Fédération française de football (FFF) pour faire changer le score de Tunisie-France (1-0) au

Mondial-2022 après l'annulation, après le coup de sifflet final, d'un but d'Antoine Griezmann.

« La Commission de discipline de la Fifa a rejeté la réclamation soumise par la Fédération française de football en lien avec le match de Coupe du monde Tunisie-France joué le 30 novembre », a écrit l'instance dans un court communiqué, sans dévoiler les raisons de ce rejet. L'équipe de France, battue mercredi dernier lors de ce match sans grand enjeu au stade Education City de

Doha, avait émis des doutes quant à l'utilisation de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) pour annuler un but de Griezmann à la 90e+8.

Aucune raison avancée par la Fifa

Dans sa réclamation à la Fifa, la France relevait que la VAR a été utilisée « après la reprise du jeu et après la fin du match », ce qui est contraire au protocole d'utilisation de cette technologie, selon l'explication d'une source fédérale.

20minutes



**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1
journalleconomiste
leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebénin.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa